

Interruption volontaire de grossesse **ne pas se tromper de combat**

ANATHÈME

Le PP (Partido Popular) l'avait annoncé, il l'a fait. Le droit à l'avortement est en passe de n'être plus qu'un lointain souvenir et de devenir un motif de tourisme pour les femmes espagnoles. Voilà en effet que se prépare une nouvelle législation visant à limiter les possibilités d'avortements à deux cas: le viol et le danger pour la santé physique et psychique de la femme. Encore ce dernier est-il fortement limité par la mise en place de contrôles visant à réduire encore les possibilités pour la femme de recourir à temps à l'IVG.

Partout, des voix s'élèvent pour défendre le droit des femmes à disposer de leur corps et fustigent cette régression terrible. Le PP n'en a cure.

Pourtant, l'Espagne, sous la coupe de ce parti héritier du franquisme, n'est pas conservatrice en toute chose. Ainsi ce pays a-t-il décidé de devancer les nouvelles normes européennes relatives au calcul du PIB en y intégrant désormais

l'économie illégale¹. Prostitution, trafic de drogue, trafic d'armes seront, à partir de l'automne, des activités susceptibles de faire augmenter le PIB. Ce bel exemple de réalisme économique rend notamment justice à ce que les parias de nos sociétés font pour la croissance économique, pour le maintien de notre statut auprès des agences de cotation et pour les chiffres de la dette (exprimés en pourcentages du PIB, rappelons-le). L'on s'attend à ce que l'Espagne gagne 1 % de PIB, ce qui est toujours bon à prendre en cette période de vaches maigres.

Bien entendu, le développement de ces secteurs porteurs fait espérer que la croissance soit rapidement de retour en Espagne; à condition bien sûr que se développe une politique volontariste de promotion de l'entrepreneuriat, de soutien à la recherche et développement, et d'aide à la création d'entreprises. Cette

¹ Belen Carreño, « La prostitución y las drogas suman 10 000 millones de euros al PIB », *El Diario*, 20 janvier 2014, <http://bit.ly/1aHeTKP>.

piste est encourageante car elle porte l'espoir, à la fois de développer de nouveaux débouchés pour les agriculteurs espagnols, durement éprouvés ces dernières années, de relancer l'industrie chimique et pharmaceutique, mais aussi de ramener vers l'emploi et l'autonomie financière les femmes et les personnes sous qualifiées. Sans compter que le remaillage économique du pays par des PME serait une manière de relancer l'activité économique par le bas, en tournant le dos aux erreurs du passé qui, à coup de projets pharaoniques, ont abouti à la bulle immobilière espagnole.

Des esprits chagrins pourraient faire valoir des objections morales, mais il faut admettre que l'argent n'a pas d'odeur. Il convient aussi d'observer que l'on entend peu de gens militer pour l'exclusion du PIB du commerce et de la production d'armes. Le capitalisme n'est pas à son coup d'essai en la matière, cette récente évolution n'est que la poursuite d'un mouvement qui a fait de nos sociétés ce qu'elles sont aujourd'hui : des havres de luxe et de sérénité.

Au-delà de cet espoir, cette nouvelle amène à s'interroger : les femmes ne se sont-elles pas trompées de combat dans leur lutte pour défendre l'interruption volontaire de grossesse ? Qu'importent les droits de femmes et les effets sur elles de la prohibition de l'avortement ? Ce qui

compte, il faut l'admettre, ce sont les indicateurs économiques. Finalement, les défenseurs de l'avortement n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Ils n'ont pas su communiquer, présenter leur secteur d'activité, montrer en quoi il était florissant, à quel point il créait des richesses et des investissements. Ils n'ont pas su développer de produits-phares, de services à haute valeur ajoutée, de secteur économique, ni de lobby. En s'accrochant à cette vieillotte manie des droits acquis, ils n'ont pas vu que le monde changeait. C'est un crime grave, aujourd'hui. Il ne s'agit pas de progrès ou de régression dans la reconnaissance de droits, mais bien de changement de paradigme : du droit à l'utilité économique.

Il est encore temps, moyennant des investissements en termes de communication, de formation, de recherche et développement, de rétablir la situation. Mais, de grâce, que l'on cesse de se chamailler autour des droits de la femme. Tout le monde est pour les droits de la femme, de nos jours. Mais que ce droit soit celui de se faire avorter ou de mourir d'une infection à la suite d'un avortement clandestin, la question centrale est de savoir s'il fera frémir le PIB.

C'est d'ailleurs sans doute la dernière chose qui frémit, dans nos sociétés. À ce titre aussi, le PIB doit nous être précieux. ■